

Réunion de Milan, mars 1964¹

Cours de l'économie occidentale

Sommaire

Le rétablissement de la liberté et de la démocratie en Russie signale la décroissance générale de la production.....	3
Baisse constante des taux.....	3
Production industrielle décroissante.....	4
La crise agricole	4
Retour intégral aux théories et méthodes capitalistes.....	6
L'entreprise, temple sacré du profit.....	7
Et la planification ?.....	9

(...)²

Pour des raisons internes, ce rapport fut brièvement exposé par un camarade de Naples qui expliqua qu'à cause des nouvelles modalités de publication de données statistiques par les revues économiques, en premier lieu l'*Economist* de Londres, qui a carrément suspendu la publication des tableaux d'indices, il s'est produit une raréfaction et un tarissement des sources auxquelles nous puisions pour construire nos tableaux et diagrammes ; nous les avons toujours fondés, de par les nécessités du travail, sur les publications officielles, tout en ne cessant jamais d'en dénoncer le caractère tendancieux, eu égard en particulier au changement continu des années de référence pour le calcul des indices. Toutes ces raisons empêchent de fournir aujourd'hui un bilan complet de l'année 1963, bien qu'elle soit achevée depuis des mois, et il faudra donc le renvoyer à de futures études et communications, en ce qui concerne en particulier l'Europe occidentale où tout démontre pourtant qu'une récession économique, qui touche aussi gravement l'Italie, est en cours. Le rapporteur s'est limité à un bref aperçu de l'économie étatsunienne après avoir rendu compte de la lacune existant entre nos précédents tableaux annuels et mensuels et les premières informations sur la fin d'année 1963, lacune qui a pour cause les dissimulations des statistiques officielles.

¹Bases organiques et centrales de la révolution à venir. De la crise mortelle inéluctable du capitalisme à la déroute de l'opportunisme complice et renégat. Il Programma comunista n^{os} 9 et 10, 1964.

²Nous avons sauté une introduction traitant de questions organisationnelles et de la liste des réunions depuis juin 1962.

Le produit intérieur brut a continué à augmenter, au point de franchir, en ce début de 1964, la ligne des 600 milliards de dollars. Le chiffre moyen de 1962 fut de 555 Mrd, celui de 1963 tournera autour de 585, avec une augmentation annuelle de 5,4%. Concernant la production physique globale de l'industrie, il y a eu récemment un étrange changement des années de référence. Auparavant, 1957 était la base 100 ; puis on a pris pour base une moyenne de 3 années, 1957-1959. Or il s'agit de 3 années très différentes l'une de l'autre, puisque 1958 fut l'année de la dernière dépression ; si bien que, suivant l'ancien indice, les 3 années ont affiché : 100, 87, 102 et que leur moyenne est d'environ 96. Quoi qu'il en soit, d'après les informations de divers périodiques, on peut estimer l'indice de 1962 à 120 et celui de 1963 à 127, avec un accroissement de 5,8%, ce qui est considérable et explique que les Américains claironnent qu'ils ont aujourd'hui des taux de croissance supérieurs à ceux des Russes. Si nous voulons chercher un accroissement moyen en partant de 1957, 6 années se seraient écoulées. Si nous conservons l'indice 100 pour 1957, celui de 1963 devrait être réduit à 96/100, à 121 environ. On obtiendrait donc une augmentation de 21% en l'espace de 6 ans, ce qui correspond à un taux annuel moyen de 3,4% environ. Pour l'instant, il semble que la production américaine maintienne cette vitesse de croissance, sous réserve de calculs plus précis quand on disposera des bons indices de la série des dernières années incluant la récente dépression.

Le revenu personnel des consommateurs a aussi augmenté, passant de 442 Mrd de dollars en 1962 à environ 463 en 1963, avec une augmentation limitée à 3%. Le nombre d'ouvriers occupés a sans cesse augmenté, mais le taux de chômage serait inchangé : 5,6% en 1962, 5,7 en 1963. Les premières données relatives à 1964 indiquent une certaine amélioration.

La production d'acier s'est rétablie, et celle d'automobiles avec elle, puisque les maximums absolus attendus depuis des années ont été dépassés en 1963 et plus encore, d'après la presse américaine, au premier trimestre de 1964. Le rapporteur dut s'excuser de ne pouvoir citer de statistiques plus complètes et réitéra l'engagement à approfondir les recherches, y compris à partir de nouvelles sources directement américaines, afin de procéder ultérieurement à une mise à jour globale.

Le seul indice sur lequel il put fournir des informations exhaustives est celle des cotations à la Bourse de New-York qui, au début de cette année, ont connu un crescendo impressionnant. Début novembre 1963, on se dirigeait vers un minimum que l'indice Dow Jones atteignit le 18 avec 734,85 pour les valeurs industrielles et 259,37 pour l'ensemble des actions. En fin d'année passée et au début de l'année présente [1964], se produisit une hausse formidable, alignant une série de "maximums historiques de tous les temps", et le 26 mars, l'indice industriel était à 815,91 et l'indice global à 283,19.

Les plus récentes informations sur les cours de la Bourse de New-York indiquent que d'autres records ont été battus, jusqu'au 33^{ème} depuis le début d'année, et que les actions industrielles ont dépassé la cote 800. Ceci, comme nous le notons toujours, est un indice de l'euphorie subjective des capitalistes industriels que n'effarouchent pas l'augmentation, certes lente mais continue, des salaires ni la menace de futures grèves. Mais le diagnostic de l'état de santé du capitalisme étatsunien ne peut s'arrêter là, étant donné que les signes contraires ne manquent pas, entre autres les sorties d'or, la dévaluation tempérée mais continue du dollar et la crise du commerce extérieur dont la balance est en détérioration constante. Nos études ultérieures mettront en évidence l'ensemble de ce cours assurément pathologique, en particulier si on le compare à celui du capitalisme européen.

En substance, ce qui rend l'Amérique optimiste et lui évite de penser à sa course à l'abîme, c'est seulement la politique contre-révolutionnaire de Khrouchtchev et de la Russie qui semble s'avancer en toute confiance sur la large route du commerce mondial. Mais c'est

précisément sur cette route que pointent les probabilités d'être confronté à une crise générale de la production industrielle et à de futurs conflits entre les divers impérialismes. Nous pensons que n'est pas très éloignée l'époque où une nouvelle vague de froid et de terreur passera sur le dos des énergumènes criminels qui agitent les bouts de papier de leurs affaires immondes dans les salons de Wall Street.

Le rétablissement de la liberté et de la démocratie en Russie signale la décroissance générale de la production

Baisse constante des taux

Les "tournants historiques", qui débutèrent par le non moins historique XX^{ème} congrès du PCUS, tendirent tous à revendiquer le droit à la légalité "socialiste", le retour à la "démocratie", afin d'instaurer la "liberté" sur Terre - qui, sinon, monterait aux Cieux -, ont joué de très mauvais tours aux dirigeants de l'Etat capitaliste russe. Les dites "légalité, démocratie et liberté", catégories politiques de la bourgeoisie décrépite, ont produit l'illégalité, le monopole et la concussion en économie, tout comme dans notre belle Italie, berceau du droit, de la liberté et du pouvoir "populaire". La triade politique, suivant les intentions de dirigeants "rénovateurs", devait servir à "libérer" l'économie des entraves bureaucratiques, des chaînes du contrôle étatique et de parti, mais avec l'objectif précis de se hisser à des indices extraordinaires et, pourquoi pas, du genre de ceux atteints sous le règne de Staline.

A l'inverse, les fruits immédiats du "tournant" sont peu flatteurs et ravivent les querelles entre les partisans du contrôle central de l'Etat et les fanatiques de la "libre entreprise".

Dès le début du plan de 7 ans - qui devait s'approcher et, dans certains secteurs, dépasser la production modèle des USA - à la fin de 1963, l'accroissement de la production industrielle russe a au contraire lentement mais sensiblement baissé, passant de 11,4% en 1959 à 8,5 en 1963, soit une baisse de presque 3 points. Dans le même temps, le monstre étatsunien sur lequel (les théoriciens soviétiques lui accordant peut-être 2% à peine de croissance annuelle !) les Russes avaient malencontreusement proclamé leur victoire dans la compétition économique, a accéléré le rythme. Les plans ont donc été mis au rebut et l'objectif septennal devra être sensiblement différé.

Décrètera-t-on l'avènement du "communisme" au premier janvier 1980 ?

En 1963, la croissance de la production industrielle a été de 8,5%, soit 10% pour le groupe A des moyens de production, et 5% pour le groupe B des biens de consommation. Comme d'habitude, le calcul des accroissements est basé sur les quantités physiques accrues de produits dont certains, à production limitée, jouent notablement dans le sens de relever la moyenne d'accroissement. On a produit par exemple 178 000 charrues de tracteurs en 1963 (accroissement de 27%), 14 200 vanneuses³ (accroissement de 28%) ; il en serait de même pour les téléviseurs et les machines à laver. Il est facile, de cette manière, d'affirmer que le rythme de croissance a été soutenu, même s'il est inférieur à celui d'autres pays comme l'Italie, et que les prévisions du plan ont été "significativement dépassées". On prévoyait pour les 5 premières années du plan septennal lancé en 1959, une augmentation de 51% de la

3Ital. : *svecciatori*.

production industrielle globale, contre un résultat atteint de 58%, représentant un gain de "37 milliards de roubles".

Comme nous l'avons relevé d'autres fois, il paraît étrange qu'à une production de base ralentie - acier, fer, gaz, etc. - corresponde une production en hausse d'objets manufacturés, charrues et tracteurs dont nous avons parlé plus haut. Cela dénote une croissance déséquilibrée de la production, une asymétrie inaperçue, et explique, lors de la constitution et de l'écoulement des stocks, le ralentissement des productions essentielles.

Ce n'est pas un hasard si, par exemple, la production des équipements pour la métallurgie a subi une décroissance de 2%, celle des tours une légère augmentation de 3%, des presses, de 1% et des bâtis de machines, de 5%, etc.

Production industrielle décroissante

Le rythme global décroissant prend donc un sens particulier si l'on examine la production des marchandises stratégiques sur lesquelles repose toute l'économie.

La production d'acier a été de 80,2 Mio t., avec un accroissement de 5%, soit 2,5% de moins que le plan ; celle de gaz, de 91,5 Mrd m³, +22%, soit 4,5% de moins que le plan ; le ciment a chuté à 61 Mio t., +6%, en baisse de 7,5% par rapport aux prévisions, de même que la production de minerais de fer, 137 Mio t., inférieure de 2,6% aux 9,6% du plan.

Avec une production de 206 Mio t., le pétrole, qui est toujours une bonne monnaie d'échange pour les satellites et alliés, a affiché un certain gain, de 11% contre les 10,3 prévus. L'énergie électrique, avec 412 Mrd kWh, a connu la même croissance que celle du plan, +12%. La production de charbon, gardant son rythme de 3%, reste basse, avec 532 Mio t.

Voilà le tableau caractéristique des productions de base. Comme on voit, il ne s'agit pas seulement d'une crise agricole, mais aussi d'un freinage de l'industrie.

Le produit pro capite qui offre un indice plus complet et, mieux que le produit global, caractérise la puissance industrielle d'un pays, a connu de plus amples oscillations. La population a atteint 226 Mio d'habitants. L'acier produit pro capite s'est élevé à 354 kg, l'accroissement passant de 5,5 à 3,8% ; le pétrole, 911 kg, de 10,3 à 9,3% ; l'énergie électrique, 1823 kWh, de 11,2 à 10,3% ; le charbon, 2 354 kg, ne dépasse que de 1,7% les 2 315 kg de l'année précédente et sa production est inférieure de 17 kg au chiffre de la première année ; le gaz, 404 Mrd m³, de 26 à 19% ; le ciment, 270 kg, de 10,8 à 5,6% ; les minerais de fer, 606 kg, de 7 à 5,8%.

Il faut noter l'allure différente des accroissements de la production, globale et pro capite : bien que le rythme de la première soit en hausse, la seconde baisse, y compris relativement à des volumes accrus. De ce point de vue, les Russes devraient tenir des rythmes de production globale encore plus élevés que prévu pour conserver l'allure de la production pro capite.

La crise agricole

Le coup asséné à la production céréalière a été terrible. D'après les simples prévisions de l'agence TASS, on parle d'une récolte comparable à celle de 1959-1960, 130 Mio t. environ, soit une part pro capite inférieure de 36 bons kilogrammes à celle de l'année tsariste 1913 ! Un véritable désastre qui a aussi touché les autres productions, bien que les revenus monétaires des kolkhozes aient augmenté à hauteur de 16 Mrd de roubles, unique *accroissement*, de 6%, dans l'agriculture.

La liberté a fait perdre du blé, du lait, du beurre, des œufs, etc., mais a fait gagner des roubles sonnants aux kolkhoziens. L'approvisionnement des villes a chuté de 20%, passant à

44,8 Mio t. de céréales. L'unique note positive a été l'augmentation de la production de viande, de 9,4 à 10,2 Mio t., soit 9% de plus contre les 10,5 du plan.

La part pro capite a monté de 5 à 7%. La production de lait a baissé à 61,2 Mio t., soit 5% de moins ; la part pro capite a baissé à 270 kg, 17 kg de moins. La production de beurre a diminué encore plus sensiblement : de 940 000 t. à 874 000, 7% de moins ; la part pro capite a baissé de 4,2 kg à 3,8. La production d'œufs a été de 28,8 Mrd d'unités, 127 par tête, soit une diminution de 6,9% par rapport au plan.

Malgré la chute de la production agricole, exception faite des céréales, les achats de l'Etat sont restés presque identiques à l'année précédente. On sait pourtant qu'étant donnée la croissance démographique, la part de denrées agricoles par tête a diminué.

De mauvais résultats ont aussi été obtenus dans le secteur de l'élevage où le recul est général.

Le recensement de fin d'année en millions de têtes donnait les chiffres suivants : bovins, 85,3, dont vaches, 38,2 ; porcs, 40,7 ; ovins, 139,2. Dans les kolkhozes et sovkhozes : bovins, 61,4, dont vaches, 22,3 ; porcs, 27,6 ; ovins, 108,4 ; en propriété personnelle des kolkhoziens : bovins, 23,9, dont vaches, 15,9 ; porcs, 13,1 ; ovins, 30,8. Soit 3,5 Mio de têtes de bovins en moins ; 29 de porcs ; 14,3 d'ovins. Les pertes les plus considérables numériquement des kolkhozes et sovkhozes concernent les porcs qui ont subi une hécatombe de 50%, 5% pour les ovins, 1,5% pour les bovins et pour les vaches. Dans les exploitations personnelles, la baisse la plus sensible touche les porcs et les ovins, 3 Mio de têtes pour les premiers et 4,7 pour les seconds.

Concernant les propriétés personnelles des kolkhoziens, on pourrait ramener ce phénomène à la tendance des jeunes générations, préoccupante en Russie comme ailleurs, à abandonner les champs. Mais alors, on devrait assister à une transmission de la propriété des ex-kolkhoziens vers d'autres entreprises agricoles.

Cette probabilité se sera sans doute aussi réalisée, mais en principe les hypothèses sur cette saignée ne peuvent se réduire qu'à deux : ou bien les données statistiques des années passées étaient infondées (ou fausses) - doute que nous avons toujours exprimé et qui fut magistralement confirmé à propos du blé de Malenkov⁴ - ou bien les paysans russes, en dépit de tous les plans et décrets, réorganisent leur cheptel.

Il n'y a pas d'autres explications si l'on considère que les investissements dans l'agriculture ont été considérables ces dernières années, 13% en particulier en 1963 (deuxième place derrière la chimie), et que les prix de vente des denrées agricoles ont fortement augmenté, surtout la viande, afin, disait-on, de "stimuler et intéresser" les paysans à une production accrue. L'augmentation du revenu des kolkhozes démontre que leurs membres se sont "intéressés" aux roubles, au profit monétaire brut plus qu'au produit physique brut, suivant ainsi sans le savoir les "consignes" et orientations de l'"école de Kharkov"⁵.

4Cf. réunion de Cosenza, *il Corso del capitalismo mondiale...*, §86 (*La bombe éclate*). En octobre 1952, Malenkov avait prétendu que la récolte russe de l'année avait été de 1310 Mio de quintaux et que donc "le problème du blé avait été résolu pour toujours". Khrouchtchev s'était chargé ensuite de démentir ces assertions, la récolte en question se réduisant à 917 Mio de quintaux.

5Dont le représentant le plus connu était Evsei Liberman, inspirateur des réformes de l'économie soviétique dans les années 60.

Retour intégral aux théories et méthodes capitalistes

Les accroissements de production exposés ci-dessus, de même que les données globales, sont tirés de l'habituel "communiqué de l'Institut Central de Statistique auprès du Conseil des Ministres de l'URSS" et se rapportent à l'augmentation des quantités physiques.

Etrangement, lors de la polémique publiée dans la *Pravda* du 14 mars de cette année avec l'Américain Douglas, lequel soutient que la production russe de 1963 est inférieure à l'américaine, l'académicien soviétique B. Starovski exhibe le montant global de la production *en roubles*, de 1958 à 1963, dont les accroissements annuels correspondent à ceux, physiques, de l'Institut Central de Statistique. Etrangement, en effet, dans la mesure où il est invraisemblable que, chaque année, l'accroissement physique corresponde au monétaire, que la masse brute des produits concorde parfaitement avec le montant des valeurs monétaires. Ce qui renforce notre soupçon que les chiffres soient ajustés et arrangés en vue d'un effet de propagande sur la population.

Mais l'élément important à mettre en évidence est que, suivant la méthode mystificatrice de la statistique, nos "socialistes" donnent une grande importance à l'expression en roubles de la production annuelle. D'autre part, il ne serait pas possible de calculer le profit global ni d'estimer la rentabilité de la production sans disposer de "valeurs" homogènes. Pour le mode de production capitaliste, les valeurs d'usage sont de simples prétextes, "utiles" seulement comme supports de la sacro-sainte valeur d'échange dont le calcul le plus efficace trouve son expression adéquate dans la monnaie.

Tout cela fait partie, comme souligné dans cet exposé et les précédents, des "suggestions" des économistes pour qui le caractère économique de la gestion productive, et d'entreprise en particulier, ne doit pas porter sur le produit net, en fonction du dispositif des données physiques du "plan économique", mais sur le profit exprimé en monnaie. Pour eux, la croissance physique de la production est certes importante, mais seulement si lui correspond l'augmentation du profit. En d'autres termes, le capital investi dans la production doit donner un profit proportionné à la masse de ce capital et qui soit le plus élevé possible, ce qu'exprime différemment l'aphorisme des économistes : des gains supérieurs pour des coûts plus bas.

Ces conceptions, de stricte obéissance bourgeoise, abandonnent, jusque dans leur formulation, la forme et le style encore en usage il y a peu auprès des économistes des académies soviétiques, surtout parmi les *ex*.

De cette manière, l'économiste ne part plus de considérations générales, de dimension nationale, pour descendre aux particularités et aux entreprises, mais opère inversement de ces dernières vers le niveau étatique. L'entreprise est la fabrique de la survaleur et donc du profit. C'est à elle que doivent s'appliquer les théorèmes de l'économie politique.

En mai 1963, la revue russe *Finansii* publiait des informations financières et en outre un tableau intéressant sur l'"Utilisation du profit d'entreprise". Elle rapportait entre autres qu'en 1960, la production annuelle en roubles s'éleva à 155,2 Mrd, avec un profit global de 25,2 Mrd, soit 16%, dont plus de la moitié, 14 Mrd, provenant des entreprises industrielles. Toujours selon *Finansii*, les résultats de 1963 seraient les suivants : production globale, 201,5 Mrd de roubles ; profit total, 35,7 - 17% - dont 21,8 Mrd pour les entreprises industrielles. Ces données éloquentes sont suffisantes pour expliquer aux Solon russes, en admettant qu'ils les ignorent, les raisons principales de l'infarctus agricole qui a fait palpiter le vieux cœur de N.S. Khrouchtchev : le capital s'investit là où il trouve la meilleure rémunération. C'est pourquoi vous êtes de vulgaires bourgeois et vous ne pouvez désormais revenir en arrière, à supposer que vous le vouliez ; en arrière, c'est-à-dire, pour nous : aller de l'avant vers la destruction des formes capitalistes.

Le texte russe sur "l'utilisation du profit d'entreprise" donne les pourcentages de la répartition du profit formé dans l'entreprise entre les diverses catégories économiques. Le profit total de l'entreprise étant supposé égal à 100%, la répartition est la suivante : 64,4 pour le budget de l'Etat ; 35,6 à disposition de l'entreprise, dont 11,9 pour les investissements, 12,6 pour grossir la réserve monétaire, 5,5 pour les "fonds d'encouragement" et 5,6 à d'autres fins.

Aujourd'hui, après l'expérimentation réalisée par Liberman et consorts, dans 18 grands complexes industriels, des "nouvelles" méthodes économiques à coups de primes de production aux "techniciens, directeurs, y compris les ouvriers d'avant-garde", cette répartition tend à se modifier, eu égard en particulier à la part dévolue au budget de l'Etat. La vague de "liberté" signifie précisément ceci : libre disposition accrue du produit net, du profit, par les entreprises individuelles (liberté), relâchement du contrôle exercé par le fonctionnaire d'Etat, le parti et le syndicat, mais intéressement des "producteurs", techniciens et dirigeants, à la production (démocratie) ! Il faut noter que la fraction prépondérante de la part dont dispose l'entreprise revient à grossir la réserve monétaire, c'est-à-dire le profit existant sous forme de liquidité. L'adoration de l'argent et le sacrifice consenti pour engraisser ce Moloch sont le caractère spécifique de l'économie capitaliste. La rubrique "fonds d'encouragement" désigne la partie du profit disponible pour les primes de production distribuées parmi les membres du staff dirigeant et quelques gardes-chiourme zélés. En convertissant les pourcentages en quantités calculées d'après le budget financier de 1963, on obtiendrait les montants suivants : 14,04 Mrd de roubles pour le budget de l'Etat, 7,76 pour les entreprises.

Sur ce dernier montant, 2,60 pour les investissements ; 2,75 pour la liquidité ; 1,20 pour les primes ; 1,21 pour les autres usages (?). Des sommes rondellettes. En convertissant en lires par exemple, au taux officiel du rouble qui est presque à parité avec le dollar, les fonds d'encouragement auraient augmenté de quelque chose comme 720 Mrd de lires en 1963.

Il nous tenait à cœur d'attirer l'attention de nos camarades sur ce dernier point parce qu'il illustre l'essence de la démocratie par laquelle tous, en tout lieu de la Terre, jurent à deux mains, des Russes aux Chinois, des Américains aux Arabes. L'essence de la démocratie, ce sont les FONDS D'ENCOURAGEMENT, extraordinaire soustraction opérée sur le produit net, en plus de la soustraction ordinaire réalisée à la source, à disposition immédiate de la masse croissante de parasites qui prospèrent dans chaque repli de la société et dont les nids se ramifient en un réseau sans fin, à l'ombre de l'entreprise capitaliste, dans les bureaux d'Etat, de parti et de syndicat.

C'est pourquoi vous n'entendrez jamais un bon bourgeois, un bourgeois "conscient", médire de la démocratie. Il prononcera toujours ce nom sacré avec la plus grande emphase et son esprit "évolué et civilisé" s'élèvera vers les "fonds d'encouragement".

L'entreprise, temple sacré du profit

L'indispensable fétiche du "patron" d'entreprise dont s'est pourtant passé le capitalisme russe - ce qui n'est certes pas dû à son propre mérite mais à l'héritage de la Révolution prolétarienne défaite, tout comme la nationalisation de la terre - a été remplacé par un autre, celui du Directeur d'entreprise dont, à l'inverse, en Russie comme ailleurs, on ne peut se passer, en tant précisément que gardien "conscient" du mode de production capitaliste. Ricardo, cité par Marx dans l' *"Histoire des doctrines économiques"*⁶ considérée aussi comme quatrième Livre du Capital, explique (en s'emportant contre les économistes de son temps) que s'il était nécessaire, pour produire une "richesse croissante" (capital-survaleur),

⁶Titre de la version française des *Theorien über den Mehrwert* dans l'édition Costes.

d'éliminer la bourgeoisie elle-même et jusqu'à la classe ouvrière, il faudrait le faire, sans pour autant, juge-t-il, que la production de "richesse" fût impossible ou ralentie.

Les économistes "vulgaires" d'aujourd'hui sont très loin de manifester autant de courage dans leur défense de la production capitaliste, mais on ne peut en revanche freiner leur élan vers la mystification politique et sociale, les travestissements techniques et organisationnels sous lesquels se dissimule le capitalisme.

A l'occasion d'une critique polémique de la fameuse loi du 9 août 1955 sur "l'élargissement des droits des directeurs d'entreprise", un certain R.A. Frid, directeur, lui aussi, du Bureau juridique de l'usine de pneumatiques de Moscou, est allé rompre des lances dans un article intitulé "Comment doit se présenter la loi sur l'entreprise socialiste", publié dans le n°5 (1963) de *Sovietskoje gosudartsvo i provo* (Moscou) et reproduit dans le n°4 de *Ostprobleme* daté du 21 février 1964. L'article est important parce qu'il révèle qu'on se dirige rapidement vers une autonomie complète de l'entreprise, en accord avec les lois de l'économie politique de stricte obédience bourgeoise, telles qu'elles sont appliquées en Occident super-capitaliste. Frid déclare illico que la loi de 1955 est insuffisante. Par exemple, elle donne bien le droit au directeur d'engager et de licencier le "maître d'œuvre", c'est-à-dire le directeur technico-productif de l'entreprise. Frid d'affirmer alors que la nouvelle loi « doit indiquer que l'autonomie de l'entreprise en tant qu'organisation économique de production ne peut être limitée que dans des cas expressément signalés dans la loi », c'est-à-dire que « l'entreprise doit être reconnue comme unité économique autonome dans l'ensemble du système de l'économie socialiste et que cela doit être précisé le plus complètement possible ». L'auteur énumère ensuite les divers droits devant être reconnus au directeur : en plus de ceux, déjà prévus, d'engager et licencier les ouvriers et techniciens, ceux aussi concernant les dirigeants de la production proprement dite, augmenter les salaires de "certains travailleurs hautement spécialisés", accorder des primes aux "ingénieurs, techniciens et employés", infliger des punitions disciplinaires, etc. En somme, Frid revendique pour le directeur la plus grande "liberté dans les limites de la loi", c'est-à-dire dans celles de la conservation du système capitaliste de production, la plus grande "autonomie" dans la gestion de la production d'entreprise⁷.

Nous ne sommes pas en mesure de savoir si la "nouvelle" loi sur l'entreprise socialiste a été promulguée, mais nous pouvons juger que les préceptes, règles et dispositions qui y sont contenus sont appliqués si nous prêtons attention à un énième sermon de N.S Khrouchtchev lors d'un des derniers conclaves du CC du PCUS portant sur l'organisation des entreprises agricoles. Par la voix de ses coryphées, Khrouchtchev a affirmé en toute clarté, sans possibilité de se déjuger, que dorénavant, *ce sont les entreprises agricoles, et elles seulement, qui doivent décider des semailles, des moments et des quantités, et que les organes périphériques de l'Etat, du Parti et des Syndicats n'auront qu'un avis consultatif*. En cas d'opposition entre les organes dirigeants de l'entreprise et ceux politiques et syndicaux, « *le dernier mot et la décision reviennent toujours à la direction d'entreprise* » et les « *contrevenants seront sévèrement punis* ».

Avec ce florilège de sources d'information, disparates mais autorisées, nous résumons le "cours nouveau", le "grand tournant" que les "communistes russes" ont imprimé au "socialisme" national.

⁷Ital. : *aziendale*.

Et la planification ?

La plus grande "liberté" du directeur d'entreprise revêt surtout la signification d'une plus grande "liberté" à l'égard des entraves contraignantes de règles inadéquates qui ne correspondent plus au niveau atteint par l'accumulation élargie ni au capital en général, ce dernier trouvant ses canaux naturels dans l'entreprise autonome, "autosuffisante", avec son bilan séparé de celui des autres, et menaçant depuis longtemps les défenses fragiles et la pudeur d'une phraséologie ex-marxiste dont le dernier retranchement semble être encore la mythologie de la "planification". Le bouffon du "nouveau prophète" moscovite du profit, de l'intérêt, du prix rémunérateur, du droit sacré à la libre décision de l'entreprise, à tous les niveaux de ses "choix", le professeur Liberman en personne, dut répondre à qui l'accusait de mettre ainsi fin à la "planification" centralisée : « Le principe de la centralisation ne doit pas seulement être maintenu, mais renforcé par le fait que les organismes centraux seront libérés d'un travail inutile et déchargés de la tutelle qu'ils exercent sur les entreprises ». C'est une manière comme une autre de sauver les apparences en prévision de l'"aveu" officiel, bien qu'il ne se passe pas un jour sans que l'aveu réel se trouve bruyamment confirmé. Ou bien le "plan", le dispositif rationnel préalable des forces et moyens de production, de la production et de la consommation, est solidement tenu en main par un centre de décision, l'Etat, ou sinon il n'est qu'une pieuse illusion, poudre aux yeux pour ceux dont a déjà été planifié, dès leur naissance, le droit à disposer des biens produits, autrement dit le salaire. En négligeant un instant le fait que, dans une économie marchande et monétaire, la production ne peut, par principe, être planifiée, il est encore plus absurde de le prétendre en donnant libre cours aux "capitiaux dispersés" dont la tendance à se concentrer et à se centraliser devra se réaliser à travers une concurrence effrénée et anarchique entre eux. Ce n'est pas pour rien qu'on parle déjà de "recherche de marchés", de "marques de fabrique", de "publicité commerciale", instruments typiques de la mille fois maudite économie de marché, dont le modèle que les Russes se sont imposé, celui des USA, est la réalisation la plus achevée et la plus démesurée.

En même temps, les récentes informations de la Direction Centrale des Statistiques de l'URSS communiquent les résultats économiques du "plan" pour le premier trimestre de l'année 1964.

Le taux de croissance de la production industrielle globale a baissé à 8%, l'acier est monté à 7%, l'énergie électrique s'est maintenue à 12%, le pétrole est descendu à 10%, les minerais de fer à 7%, le ciment s'est effondré à 1% (contre les 6% de 1963 et les 13,5 prévus par le plan !), le gaz est passé à 18% contre les 26,5 du plan, etc. Le pire sort, en ce trimestre, a été celui de la production des biens de consommation : viande, -11% ; beurre, -12%.

Ce qu'on appelle revenu national adopte le même mouvement tendanciel avec des résultats encore plus éloquentes ; son cours est le suivant : 1959, 8% ; 1960, 8% ; 1961, 7% ; 1962, 6% ; 1963, 4,8% environ (d'après ce qui a été publié dans la *Pravda* du 25 février 1964 et reproduit dans *Problèmes économiques – Notes rapides* du 5 mai 1964), ce qui confirme indirectement que les informations diffusées par la CIA américaine au sujet des rythmes de croissance de la production russe sont dignes de foi.

Ces dernières nouvelles confirment la baisse tendancielle des rythmes de production de l'URSS et soulignent surtout que les changements dans les méthodes de "planification" ne peuvent remédier aux déficiences structurelles de l'économie ni inverser le cours historique classique du capitalisme caractérisé par la régression des accroissements annuels et l'anarchie de la production. Le capitalisme est impossible à planifier, avec ou sans les "innovations" de l'Ecole de Kharkov ; le capitalisme est une puissance sociale qui ne se laisse contrôler ni contenir par aucune forme politique ; c'est une forme historique qui ne peut être que détruite.

Là est le secret de la Révolution communiste.